



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SECRETARIAT GENERAL

Le préfet de la Haute-Savoie

le 28 MARS 2025

Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Arrêté n° PREF DRCL BCLB-2025-0012

approuvant la modification des statuts de la communauté de communes du Haut-Chablais

- VU** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-5 et L. 5211-17 à L.5211-20 ;
- VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- VU** la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 modifiée de réforme des collectivités territoriales;
- VU** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- VU** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- VU** la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;
- VU** la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;



- VU** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Yves LE BRETON, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1994 approuvant la création de la communauté de communes de la Vallée d'Aulps modifié et l'arrêté du 22 avril 2013 portant extension du périmètre de la communauté de communes du Haut-Chablais modifié ;
- VU** la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes du Haut-Chablais en date du 10 septembre 2024 proposant la modification de ses statuts ;
- VU** les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de :
- Essert-Romand en date du 30 septembre 2024
 - Reyvroz en date du 11 octobre 2024
 - Saint Jean d'Aulps en date du 7 octobre 2024
 - Seytroux en date du 4 octobre 2024
 - Les Gets en date du 11 décembre 2024
 - Morzine en date du 26 septembre 2024
 - Montriond en date du 16 octobre 2024
 - Bellevaux en date du 14 octobre 2024
 - Vailly en date du 5 novembre 2024
 - Lullin en date du 21 novembre 2024
 - La Côte d'Arbroz en date du 25 novembre 2024
 - Le Biot en date du 17 décembre 2024
 - La Baume en date du 24 octobre 2024
 - La Vernaz en date du 22 octobre 2024

approuvant la modification statutaire proposée, consistant notamment en une refonte des statuts et en un transfert de compétence en matière de « *Construction et exploitation de l'abattoir public de Haute-Savoie en lien avec l'animation et la définition de la politique agricole d'intérêt commun sur le département* » ;

CONSIDERANT que conformément aux dispositions de l'article L. 5211-17 du code général des collectivités territoriales, toutes ces communes ont délibéré dans le délai de trois mois dont elles disposent à compter de la notification au maire de la commune de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, pour se prononcer sur les transferts proposés ;

CONSIDERANT que la commune de La Forclaz n'a pas délibéré ; qu'en vertu de l'article L. 5211-17 du code général des collectivités territoriales, à défaut de délibération dans le délai de trois mois, sa décision est réputée favorable ;

CONSIDERANT que les conditions de majorités énoncées à l'article L. 5211-5-II du code général des collectivités territoriales sont remplies ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

ARRÊTE

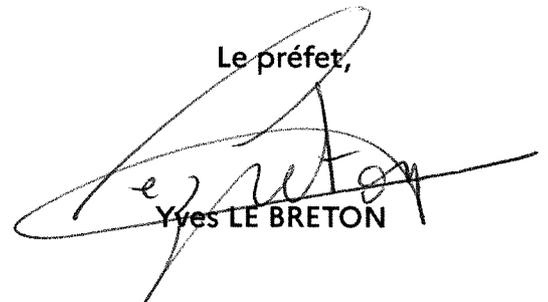
Article 1: Est approuvée, à compter du présent arrêté, la modification des statuts de la communauté de communes du Haut-Chablais, telle que proposée par la délibération du conseil communautaire du 24 septembre 2024, annexée au présent arrêté.

Article 2:

- Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie,
- Mme la sous-préfète de Thonon-les-Bains
- Mme la directrice départementale des finances publiques de la Haute-Savoie,
- M. le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie,
- Mme la présidente de la communauté d'agglomération du Haut-Chablais
- Mmes et MM les maires des communes membres

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie.

Le préfet,



Yves LE BRETON

Conformément aux dispositions de l'article R.421-1 et suivant du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte, d'un recours hiérarchique auprès du supérieur hiérarchique et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans le délai de deux mois courant à compter de sa notification.

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU HAUT-CHABLAIS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

N° 2024-153

OBJET :

*Modification n° 17 des statuts
de la CCHC*

L'an deux mil vingt-quatre, le 10 septembre, le conseil communautaire de la Communauté de Communes du Haut-Chablais, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à Vailly, sous la présidence de Madame Yannick TRABICHET.

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 30

Date de convocation du conseil communautaire : 4 septembre 2024

Présents :

Mmes ANTHONIOZ-TAVERNIER Élisabeth, VERNET Josette, LEFANT Myriam, COTTET Sophie, MARTEL Mireille, TRABICHET Yannick, MUFFAT Sophie et GRENAT Maryse.

MM. BERGER Jean-François, FOURNET Bernard, BÉARD Patrick, CHALENCON William, VINET Philippe, MUTILLOD Christophe, VUAGNOUX Jean-Louis, REY Emmanuel, DENNÉ Jean-Claude, MUFFAT Michel, GIROD Jean-Marc, DEGENEVE Alain, VUATTOUX Rémy, MUFFAT Jean-François, MENOUD Jean-François, HAUTEVILLE Laurent, MORAND Jean-Claude et LOMBARD Gérald.

Résultat du vote :

votants :29
pour :29
contre :00
abstention :00

Procurations ont été données :

- par Rebecca VERMANT à Willian CHALENCON,
- par Célia BERNAZ à Jean-Louis VUAGNOUX,
- par Henri-Victor TOURNIER à Philippe VINET,

Monsieur Gérald LOMBARD a été élu secrétaire de séance.

Madame la Présidente fait part aux membres du conseil communautaire de la nécessité de modifier les statuts de la Communauté de Communes du Haut-Chablais afin de rajouter, au sein de la compétence n° 18 (Équipements agricoles), « la construction et l'exploitation de l'abattoir public de Haute-Savoie en lien avec l'animation et la définition de la politique agricole d'intérêt commun sur le département ». Elle propose également d'en profiter pour apporter quelques modifications mineures, notamment sur les compétences n° 2.4 (Tourisme) et n° 3 (Tourisme).

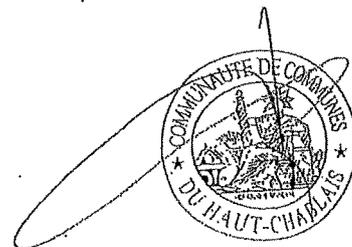
Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- à l'unanimité,
- approuve la modification n° 17 des statuts de la Communauté de Communes du Haut-Chablais telle qu'annexée à la présente délibération,
- charge Madame la Présidente de soumettre l'approbation de cette modification à l'ensemble des communes membres,
- charge Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie de prendre l'arrêté nécessaire à l'entrée en vigueur de ces nouveaux statuts.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOURS, MOIS ET AN QUE DESSUS
POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

La Présidente
Yannick TRABICHET

Le secrétaire de séance
Gérald LOMBARD



CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE

Reçu en Préfecture

Le :

Publié ou notifié

Le :

28 MARS 2025

"vu pour être annexé
à mon arrêté de ce jour"

Le Préfet,

STATUTS

DE LA

**COMMUNAUTÉ
DE COMMUNES**

DU

HAUT-CHABLAIS

(Modification n° 17)

PRÉAMBULE : CRÉATION ET ÉLARGISSEMENT

La *Communauté de Communes de la Vallée d'Aulps* a été créée par arrêté préfectoral du 22 décembre 1994 entre les communes suivantes :

- **La Baume,**
- **Le Biot,**
- **La Côte d'Arbroz,**
- **Essert-Romand,**
- **La Forclaz,**
- **Montriond,**
- **Saint Jean d'Aulps,**
- **Seytroux,**
- **La Vernaz.**

En application de la loi du 16 décembre 2010 relative au renforcement des structures intercommunales, elle a été élargie par arrêté préfectoral du 22 avril 2013 aux communes suivantes :

- **Bellevaux,**
- **Les Gets,**
- **Lullin,**
- **Morzine-Avoriaz,**
- **Reyvroz,**
- **Vailly.**

ARTICLE 1 : NOM

A compter du 1^{er} janvier 2014, la communauté de communes a pris le nom de **Communauté de Communes du Haut-Chablais** dont l'acronyme est **CCHC**.

ARTICLE 2 : SIÈGE

Le siège social est fixé 18, route de l'église – 74430 LE BIOT.

ARTICLE 3 : DURÉE

La communauté de communes est instituée pour une durée illimitée.

ARTICLE 4 : OBJET

La communauté de communes est un établissement public qui a pour objet d'associer les communes désignées dans le préambule au sein d'un espace de solidarité en vue de l'élaboration et de la gestion de projets communs de développement et d'aménagement du territoire.

Le champ d'intervention de la communauté de communes est fixé dans le cadre des compétences qui lui sont reconnues à l'article 7 des présents statuts.

ARTICLE 5 : GOUVERNANCE

La communauté de communes est administrée par un conseil communautaire et un bureau.

Le conseil communautaire se réunit au moins une fois tous les deux mois. Les règles en matière de convocation du conseil communautaire, de quorum et de validité des délibérations sont celles applicables aux conseils municipaux.

Le conseil communautaire élit parmi ses membres, dans les conditions prévues à l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, un bureau comprenant :

- *un président,*
- *un ou plusieurs vice-présidents,*
- *et éventuellement, un ou plusieurs autres membres.*

Conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriale, le nombre de vice-présidents est déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse être supérieur à 20 %, arrondi à l'entier supérieur, de l'effectif total de l'organe délibérant ni qu'il puisse excéder quinze vice-présidents. Toutefois, le nombre de vice-présidents pourra être porté au maximum à 30 % de l'effectif du conseil communautaire en cas d'accord de la majorité des 2/3 de ses membres.

Le conseil communautaire peut déléguer au bureau tous pouvoirs d'administration et de gestion par une délégation spéciale ou permanente dont il fixe les limites. Lors de chaque réunion obligatoire, le Président rend compte au conseil communautaire de ses travaux.

Le bureau se réunit aussi souvent qu'il est nécessaire pour l'exercice de ses attributions. En cas de délégations, les délibérations y sont prises dans des conditions identiques à celles prévues pour le conseil communautaire.

Il peut s'adjoindre, à titre consultatif, tout membre du conseil communautaire ou toute personne compétente qu'il jugera utile.

ARTICLE 6 : REPRÉSENTATIVITÉ

La composition du conseil communautaire est fixée par arrêté préfectoral.

ARTICLE 7 : COMPÉTENCES

La communauté de communes exerce de plein droit en lieu et place des communes membres, et pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, les compétences désignées ci-après.

GROUPE 1 : COMPÉTENCES OBLIGATOIRES

Compétence n°1 : Aménagement de l'espace

1.1- Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire

1.2- Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur, plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale

Cette compétence comprend notamment :

- ✓ *l'élaboration, le suivi et la révision du Schéma de Cohérence Territoriale du Chablais : la communauté de communes a la charge de l'élaboration, le suivi et la révision du SCOT du Chablais puis de sa révision, y compris, dans le cas souhaité, de la mise en place d'un plan de secteur ou d'un SCOT Haut-Chablais.*
- ✓ *l'élaboration, l'approbation, le suivi, la modification et la révision des plans locaux d'urbanisme, des documents d'urbanisme en tenant lieu ou des cartes communales et exercice des droits associés qu'emporte cette compétence.*

Compétence n°2 : Développement économique

2.1- Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17

2.2- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire y compris la gestion et l'entretien du réseau d'éclairage public interne à ces ZAE

2.3- Politique locale du commerce (en particulier la réalisation d'un schéma de développement commercial) et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire

2.4- Promotion du tourisme dont la création des offices de tourisme

Cette compétence comprend la prise en charge du financement de 2 offices de tourisme sous statut d'Établissement Public à caractère Industriel et Commercial :

- ✓ *l'office de tourisme de la Vallée d'Aulps sur le périmètre des communes suivantes : La Vernaz, La Forclaz, La Baume, Le Biot, Seytroux, Saint Jean d'Aulps, Essert-Romand, La Côte d'Arbroz et Montriond*
- ✓ *l'office de tourisme des Alpes du Léman, office de tourisme intercommunautaire. Pour la CCHC, sont concernées les communes de Reyvroz, Vailly, Bellevaux et Lullin.*

Compétence n°3 : Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI)

Cette compétence comprend les missions suivantes, énumérées à l'article L. 211-7 du code de l'environnement :

- ✓ *l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique (item 1 de l'article L.211-7)*
- ✓ *l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau (item 2 de l'article L.211-7)*
- ✓ *la défense contre les inondations (item 5 de l'article L.211-7)*
- ✓ *la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines (item 8 de l'article L.211-7)*

Compétence n°4 : Création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage

Compétence n° 5 : Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés

Cette compétence comprend notamment les actions suivantes :

- ✓ *l'aménagement des points d'apport volontaire,*

- ✓ la collecte et le traitement des ordures ménagères,
- ✓ l'aménagement et la gestion des déchetteries intercommunales,
- ✓ l'organisation et la gestion de la collecte sélective,
- ✓ le nettoyage des points d'apport volontaire lors des tournées de collecte,
- ✓ la gestion des matériaux inertes et le développement du recyclage de ces matériaux.

GROUPE 2 : COMPÉTENCES OPTIONNELLES

Compétence n°6 : Protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie

L'intérêt communautaire dévolu à cette compétence sera précisé dans une délibération ultérieure.

Compétence n°7 : Politique du logement et du cadre de vie

L'intérêt communautaire dévolu à cette compétence sera précisé dans une délibération ultérieure.

Compétence n°8 : Création, aménagement et entretien de la voirie

L'intérêt communautaire dévolu à cette compétence sera précisé dans une délibération ultérieure.

Compétence n°9 : Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement pré-élémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire

L'intérêt communautaire dévolu à cette compétence sera précisé dans une délibération ultérieure.

Compétence n°10 : Action sociale d'intérêt communautaire

L'intérêt communautaire dévolu à cette compétence sera précisé dans une délibération ultérieure.

Compétence n°11 : Participation à une convention France Services et définition des obligations de service public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

L'intérêt communautaire dévolu à cette compétence sera précisé dans une délibération ultérieure.

GROUPE 3 : AUTRES COMPÉTENCES

Compétence n°12 : Équipements publics

Gestion et financement des gendarmeries du territoire.

Compétence n°13 : Mobilité et transports publics

La communauté de communes est Autorité Organisatrice de second rang (AO2) sur l'ensemble du territoire des 15 communes. A ce titre, elle est compétente pour les actions suivantes :

13.1- Organisation et gestion du transport scolaire comprenant :

- ✓ *le transport des collégiens et des lycéens* sur des lignes régulières ou sur des circuits spéciaux,
- ✓ *le transport des primaires en conventionnement avec la collectivité concernée en application de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 (dite loi NOTRe)*. Les enfants situés à moins de 3 km de l'école et les enfants de maternelle pourront être pris en charge dans le cadre de cette compétence mais les frais en découlant seront à la charge des communes qui désireront ce service.

13.2- Organisation et gestion des transports non-urbains inter-stations et inter-villages (Balad'Aulps Bus et Brev'Bus)

13.3- Aménagement et gestion des arrêts de bus liés aux services intercommunaux

13.4- Mise en place et gestion d'un système d'information des usagers en temps réel

13.5- Gestion des ascenseurs publics suivants :

- ✓ *Ascenseurs des Haut-Forts à Avoriaz,*
- ✓ *Escalators haut et bas des Fontaines Blanches à Avoriaz,*
- ✓ *Escalators haut et bas des Alpagnes à Avoriaz,*
- ✓ *Ascenseurs du Sassanka à Avoriaz,*
- ✓ *Ascenseurs du Snow à Avoriaz,*
- ✓ *Ascenseurs du Multivacances à Avoriaz,*
- ✓ *Ascenseurs du Coulet à Morzine,*
- ✓ *Ascenseurs de la Trésorerie à Saint Jean d'Aulps.*

13.6- Gestion et entretien de la gare d'accueil multimodale d'Avoriaz

13.7- Pose, dépose et entretien du balisage cycliste des cols et montées remarquables du territoire en partenariat avec le Conseil Départemental de la Haute-Savoie.

13.8- Réalisation d'actions de communication sur la mobilité douce et les transports collectifs notamment :

- ✓ *la participation à la semaine de la mobilité,*
- ✓ *la participation à des actions de communication internationales,*
- ✓ *toutes autres actions valorisant la mobilité douce et les transports collectifs*

Compétence n°14 : Géoparc du Chablais

14.1- Financement de l'animation et de toutes actions liées au label Géoparc du Chablais. Pour ce faire, la communauté de communes adhère à la structure porteuse du label Géoparc du Chablais.

14.2- Entretien des équipements existants de la géoroute et aménagement éventuel d'autres géosites

Si le Géoparc du Chablais venait à perdre son label, la communauté de communes cesserait de financer l'animation et les actions.

Compétence n°15 : SPANC

Organisation et gestion d'un Service Public d'Assainissement Non Collectif.

Compétence n°16 : Conseil en architecture

Adhésion au CAUE de la Haute-Savoie ou à tout autre organisme compétent en matière d'urbanisme

Compétence n°17 : Sentiers pédestres

Aménagement, entretien et promotion des sentiers pédestres et des sentiers ludiques

La compétence de la CCHC s'exerce sur tous les sentiers inscrits dans le schéma directeur de la randonnée de la CCHC et dont la gestion et l'entretien sont à charge de la CCHC.

Compétence n°18 : Équipements agricoles

- Gestion de la ferme intercommunale de l'Abbaye d'Aulps et de tout autre projet de ferme d'intérêt communautaire,
- Gestion et exploitation de l'abattoir public du pays du Mont Blanc
- Construction et exploitation de l'abattoir public de Haute-Savoie en lien avec l'animation et la définition de la politique agricole d'intérêt commun sur le département.

Compétence n°19 : Adhésion à l'Agence Économique du Chablais

Compétence n°20 : Antenne de Justice et du Droit

Participation financière à l'organisme support de l'Antenne de Justice et du Droit.

Compétence n°21 : Étude, mise en place et financement de toutes actions menées en direction des travailleurs saisonniers

Cette compétence comprend notamment les actions suivantes :

- ✓ la création, la gestion et l'entretien de bâtiments destinés au logement des saisonniers situés à Saint Jean d'Aulps ;
- ✓ l'installation et la gestion des saisonniers hors foyer,
- ✓ l'organisation de l'accueil des saisonniers,
- ✓ la réalisation d'actions de sensibilisation à la santé auprès des saisonniers,
- ✓ la mise en place d'une cellule logement chargée de loger des saisonniers dans le parc privé diffus

**Compétence n°22 : Participation financière à la permanence des soins assurés
au sein de l'hôpital Georges Pianta**

ARTICLE 8 : PRESTATIONS EXTÉRIEURES

8.1- Prestations de service

Dans la limite de ses compétences et dans des conditions définies par convention, la communauté pourra exercer pour le compte d'une ou plusieurs communes, de syndicats intercommunaux, de syndicats mixtes ou d'autres collectivités territoriales, toutes études, missions ou gestions de service.

La communauté de communes pourra notamment exercer ces prestations de services dans les domaines suivants (liste non limitative) :

- ✓ **Aide administrative aux communes,**
- ✓ **Gestion de structures intercommunales :** *la liste des structures concernées ainsi que le montant de l'indemnisation demandée par la communauté de communes pour ce service seront fixés chaque année par délibération par le conseil communautaire,*
- ✓ **Opération de viabilité hivernale,**
- ✓ **Travaux de voirie sur des voies non communautaires** (voies communales non revêtues, routes forestières,...).
- ✓ **Toute étude rendue nécessaire pour préparer les éventuels transferts de compétence à venir**

8.2- Instruction des autorisations d'occupation du droit des sols

La Communauté de Communes du Haut-Chablais est habilitée à instruire, à la demande d'une commune membre, les autorisations d'occupation du droit des sols. Une convention bilatérale acte les modalités de cette prestation.

ARTICLE 9 : SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES

La communauté de communes pourra apporter des subventions à des associations et à d'autres organismes d'intérêt communautaire sous réserve qu'ils aient un lien avec les compétences exercées par la communauté de communes.

La liste des associations et des organismes attributaires d'une subvention ainsi que le montant attribué seront fixés chaque année par délibération par le conseil communautaire.

ARTICLE 10 : FISCALITÉ

La Communauté de Communes perçoit, dans les conditions applicables aux groupements de communes à fiscalité propre, **une fiscalité professionnelle unique (FPU).**

ARTICLE 11 : AUTRES TAXES

Dans le cadre de sa compétence n°5 « *collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés* », la communauté de communes est habilitée à percevoir la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères et la Redevance Spéciale.

Elle sera également habilitée à percevoir d'autres taxes selon l'importance, le champ et la nature des compétences qui lui seraient à l'avenir transférées.

ARTICLE 12 : AUTRES RECETTES

La communauté de communes bénéficie également :

- *de dotations et fonds de l'État (DGF, FCTVA, DETR,...),*
- *du produit de la gestion de son patrimoine foncier et immobilier, des sommes qu'elle reçoit des administrations publiques, des associations et des particuliers en échange d'un service rendu,*
- *de subventions de l'Union Européenne, de l'État, de la Région, du Département et des collectivités territoriales françaises et étrangères,*
- *du produit des taxes, redevances, factures et contributions répondant aux services assurés,*
- *du produit des emprunts, dons et legs.*

ARTICLE 13 : FONDS DE CONCOURS

Conformément à l'article L 5214-16 du CGCT, la communauté de communes peut percevoir des fonds de concours de la part des communes membres. Ces fonds de concours sont réservés aux dépenses de fonctionnement et d'investissement liées à un équipement. Ces fonds de concours sont attribués après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Ils ne peuvent excéder 50% des dépenses restant à charge de la communauté de communes après déduction des subventions.

ARTICLE 14 : MODIFICATION STATUTAIRE

Toute modification des présents statuts ne peut intervenir qu'avec l'accord des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci ou de la moitié au moins des conseils municipaux des communes comptant les deux tiers de la population. Cette majorité dite qualifiée doit nécessairement comprendre les conseils municipaux des communes dont la population totale est supérieure au quart de la population totale de la communauté.

ARTICLE 15 : TRANSFERT DE COMPÉTENCES

Les transferts de compétences, d'équipement ou de services publics sont décidés par délibérations concordantes du conseil communautaire et de la majorité qualifiée des conseils municipaux des communes membres comme défini à l'article 14.

ARTICLE 16 : ADHÉSION À UN SYNDICAT MIXTE

Dans les conditions prévues à l'article L 5214-27 du CGCT, la communauté de communes peut exercer certaines de ses compétences en adhérant à un syndicat mixte.

ARTICLE 17 : CLAUSE DE SAUVEGARDE

Dans un souci de préserver les intérêts communaux, le législateur a introduit une disposition spécifique visant à garantir une commune membre des effets exclusifs à son encontre d'une décision communautaire. Ainsi, conformément aux dispositions de l'article L5211-57 du CGCT, les décisions du conseil communautaire dont les effets ne concernent qu'une seule des communes membres ne peuvent être prises qu'après avis du conseil municipal de cette commune. S'il n'a pas été rendu dans un délai de trois mois, à compter de la transmission du projet de la communauté, l'avis est réputé favorable. Lorsque cet avis est défavorable la décision doit être prise à la majorité des deux tiers des membres du conseil communautaire.

ARTICLE 18 : DISPOSITIONS DIVERSES

Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts seront appliquées les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 19 : Les présents statuts sont à annexer aux délibérations des conseils municipaux qui les auront approuvés et à l'arrêté préfectoral.